



Discours de mandature du président du parlement européen

Mesdames, Messieurs, les Députés, bonjour. À ce jour au sein de l'Union européenne nous constatons que de nombreux citoyens ont perdu confiance en la politique économique suite à la hausse du chômage mais aussi à cause des comportements déloyaux sur le marché. Notre plus gros problème actuellement est que « Soixante ans après la signature des traités de Rome, notre Union semble plus éloignée que jamais de ses citoyens » c'est donc pour cela qu'il faut y remédier.

Le parlement européen joue pleinement son rôle institutionnel dans l'élaboration des politiques européennes dans le respect des principes démocratiques au niveau européen qui est assuré à travers sa participation au processus législatif, ses pouvoirs budgétaires et de contrôle mais également dans sa participation à la révision des traités et son droit d'agir auprès de la Cour de justice. J'aborderai tout d'abord, les difficultés liées à la concurrence qui pénalisent les consommateurs et créent un sentiment d'injustice de plus en plus important auprès de nos citoyens.

De nombreuses entreprises proposent des biens et services similaires afin de satisfaire les mêmes besoins des consommateurs. Le droit de la concurrence et le droit de la propriété industrielle ne cessent d'évoluer afin de réguler l'activité économique. Cette régulation permet d'assurer l'ordre public, économique, et social. La concurrence permet aux consommateurs de bénéficier des meilleurs rapports qualité-prix sur le marché. Et pourtant, à ce jour les citoyens se sentent victimes de concurrence déloyales ce qui détériore leur confiance.

L'autorité de la concurrence doit avoir les moyens de faire respecter le droit européen en matière de commerce. Les rescrits fiscaux réduisent artificiellement la charge fiscale d'une entreprise en les informant avec anticipation, sur leurs charges fiscales. Ces pratiques sont utilisées par les États pour attirer les firmes sur leurs territoires. La concurrence est faussée par ce type de pratiques. Par ailleurs, les entreprises ont régulièrement tendance à se concentrer afin de s'entendre sur les prix et créer une position dominante et ainsi restreindre l'accès à de nouvelles entreprises potentiellement innovantes sur le marché. On constate donc que les pratiques anti-concurrentielles sont de plus en plus nombreuses sur le marché. Elles limitent donc le choix des consommateurs se qui pénalise leurs pouvoir d'achat. Le marché, lieux de rencontre entre l'offre et de la demande dysfonctionne. L'autorité de la concurrence à le pouvoir de punir les nombreuses injustices qui sont rencontrées, elle a le pouvoir d'enquêter et de sanctionner ces entreprises qui font preuve de comportements déloyaux. Il reste important aujourd'hui de renforcer son pouvoir de contrôle et de sanction face à ces pratiques anti-concurrentielles.

J'aborderai maintenant, les difficultés liées à l'équilibre intérieur ainsi que les difficultés du système de formation. Tout d'abord le taux de chômage au sein de l'Union Européenne est élevé, avec un taux de 7,9% en 2018. Le chômage doit donc être reconsidéré impérativement. Même si d'un point de vue conjoncturel, la reprise de la croissance ne serait pas suffisante pour enrayer le chômage, la croissance peut donner confiance aux chefs d'entreprises qui investissent et recrutent afin de satisfaire la demande. Tandis que les citoyens eux perdent malgré tout confiance face au marché du travail qui se rétracte et devient plus sélectif. Le déséquilibre important sur le marché du travail entre l'offre et la demande est caractérisé par le manque de qualification ou des qualifications inadéquates des demandeurs d'emplois aux besoins des entreprises.

Par ailleurs, le coût du travail, en raison des charges élevées, est considéré comme trop important, ce qui décourage les entreprises qui souhaitent embaucher. Il faut donc mettre en place des réformes dans les domaines de la fiscalité et de l'éducation afin de résorber durablement le chômage.

Il devient impératif d'envisager un plan de formation plus qu'efficace adapté aux personnes en recherche d'emploi afin d'améliorer le niveau de qualification et de favoriser la réinsertion dans le monde du travail.

De nombreuses solutions doivent être mises en place :

- Différentes formations obligatoires et gratuites ;
- Une vraie politique d'innovation et de développement.

Je terminerai par la question du développement durable qui me semble essentielle. L'Union européenne est entrée dans une démarche de développement durable.

Les citoyens européens sont de plus en plus sensibles à la protection de l'environnement et au respect de l'humain. Mais par manque de valorisation de l'Union Européenne leur investissement concret reste insuffisant. Il faut donc sensibiliser davantage les populations afin que le développement durable entre dans les mœurs.

Les solutions envisageables sont surtout éducatives : la mise en place d'intervenants professionnels dans les établissements scolaires et les entreprises pour développer une réelle prise de conscience ; une communication audiovisuelle ciblée, à l'image de la sécurité routière, mettant en exergue les dangers liés à la pollution de l'air, de l'eau, à l'exploitation des populations, au réchauffement climatique, à la détérioration de la santé incitera aussi les citoyens à changer leur comportement.

Nous devons mettre en place de vraies réformes.

En qualité de Président du Parlement Européen, je m'engage à redonner confiance et espoir aux citoyens européens en respectant mes engagements et en veillant à la mise en place des mesures annoncées. Je ferai tout pour donner un avenir à l'Union Européenne.